

*Proposition présentée par les députés :  
Mmes et MM. Christina Meissner, Céline  
Amaudruz, Stéphane Florey, Antoine Bertschy,  
Patrick Lussi et Bertrand Buchs*

*Date de dépôt : 15 novembre 2011*

## **Proposition de résolution**

**Crise économique mondiale et franc fort : sauvez nos emplois, svp !**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
considérant :

- que la Suisse n'est plus épargnée par la crise économique mondiale ;
- que le taux de chômage a sensiblement progressé au mois d'octobre à Genève ;
- que les prévisions de croissance pour 2012 sont faibles, voire négatives ;
- que Genève connaît déjà le taux de chômage le plus élevé de Suisse ;
- que le franc fort incite les entreprises exportatrices à quitter la Suisse ;
- que certaines entreprises étudient la possibilité de se délocaliser en Europe ou aux Etats-Unis, voire en Asie ;
- que les prix élevés de l'immobilier à Genève et les salaires suisses font que les entreprises se posent la question de la pertinence de leur maintien à Genève ;
- que plusieurs entreprises actives à Genève ont réduit ou envisagent de réduire leurs effectifs ;
- que le départ d'entreprises entraîne une baisse des rentrées fiscales pour l'Etat ;

invite le Conseil d'Etat

- à tout entreprendre pour éviter que des entreprises quittent Genève ;
- à renforcer l'attractivité économique du canton ;
- à intervenir auprès du Conseil fédéral afin d'établir un plan d'urgence face à une situation économique qui va immanquablement se dégrader dans l'arc lémanique.

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et  
Messieurs les députés,

L'économie de la Suisse est l'une des plus prospères au monde. Diversifiée, fortement axée sur l'exportation de biens ou de services à forte valeur ajoutée, notre pays a toujours su, dans des contextes économiques difficiles, mieux résister que ses voisins.

Pourtant, si notre pays résiste mieux à la crise économique mondiale que d'autres, il ne reste pas invulnérable à ses effets. Pour les entreprises suisses, il devient de plus en plus difficile d'exporter quand leurs clients se trouvent dans des pays frappés de plein fouet par la crise.

La crise de la dette que subissent certains pays de la zone euro exerce une pression à la hausse sur notre devise face à un euro moribond. Ainsi, nullement responsables de la piètre gestion des deniers publics de ces pays, nos entreprises exportatrices voient leur compétitivité mise à mal.

D'ailleurs, les prévisions de croissance pour notre pays ne sont pas bonnes. D'après l'institut de macroéconomie appliquée (Créa) de l'Université de Lausanne, la Suisse connaîtra une contraction de l'ordre de 0,4% de son PIB pour 2012. Le Secrétariat d'Etat à l'économie (KOF) et l'UBS estiment de leur côté que notre PIB connaîtra une croissance de 0,9% pour le premier et de 1,3% pour le deuxième. Selon le Créa, le taux de chômage suisse, de 2,9% en octobre 2011, devrait progresser et atteindre les 3,5%.

Genève, on le sait, connaît le taux de chômage le plus élevé de Suisse. Avec une hausse de 0,3% à 5,6% en octobre 2011, il ne peut plus être nié que la crise économique mondiale n'épargne pas notre canton. Alors que les habitants de Genève pâtissent grandement de la concurrence étrangère sur le marché du travail, les perspectives économiques moroses n'augurent rien de bon pour 2012.

Face à la crise, diverses entreprises envisagent de réduire leurs effectifs à Genève, voire de plier baguage. En avril 2011 déjà, le *Financial Times Deutschland* relatait que l'entreprise Merck envisageait de réduire les effectifs de sa division pharmaceutique et que le siège genevois de sa filiale Merck Serono serait le plus touché. D'autres sources font état d'une possible délocalisation partielle ou totale de l'entreprise Firmenich aux Etats-Unis pour contrer les effets négatifs du franc fort. Même notre très helvétique Migros, pâtissant des achats des consommateurs en France voisine devrait avoir biffé 125 postes d'ici la fin de l'année.

Enfin, indépendamment du contexte économique, il sied de relever que des entreprises quitteront Genève pour diverses raisons. C'est notamment le cas de la banque Lloyds qui déménagera à Eysins (VD) dès mars 2012 avec 300 collaborateurs. L'entreprise Procter & Gamble, à l'étroit dans ses locaux de Lancy, chercherait à s'étendre. Le manque de place à Genève et l'absence de concertation politique entre le canton et les communes pourraient la pousser à partir en direction du canton de Vaud ou de Neuchâtel.

La présente résolution invite le Conseil d'Etat à mettre tous les moyens dont il dispose et à multiplier ses efforts afin d'éviter que de nouvelles entreprises quittent Genève. Pour mémoire, dans son programme de législature 2010-2013, le Gouvernement s'était engagé « à renforcer l'attractivité du canton au niveau du commerce, de l'industrie et des services en améliorant les conditions cadres de l'économie. »

La dernière invite de la résolution demande au Conseil d'Etat d'intervenir auprès du Conseil fédéral afin d'établir un plan d'urgence face à une situation économique qui va inmanquablement se dégrader dans l'arc lémanique. Les cantons de Genève (5,6%) et de Vaud (4,7%) étant ceux les plus frappés par le fléau du chômage en Suisse.

Au bénéfice de ces explications, nous vous remercions, Mesdames et Messieurs les députés, de réserver un bon accueil à cette proposition de résolution.